

# Table of Contents

<b><u>Rapport du Conseil de Senlis sur l'Afghanistan; Les talibans gagnent du terrain</u></b> .....	1
<b><u>Une proposition qui tombe à plat à Ottawa</u></b> .....	3
<b><u>L'OTAN est incitée à attaquer les bases talibanes au Pakistan</u></b> .....	5

# Rapport du Conseil de Senlis sur l'Afghanistan; Les talibans gagnent du terrain

---

<b>PUBLICATION:</b>	La Presse
<b>DATE:</b>	2007.11.22
<b>SECTION:</b>	Monde
<b>PAGE:</b>	A27
<b>BYLINE:</b>	Gruda, Agnès; De Grandpré, Hugo
<b>PHOTO:</b>	Reuters
<b>ILLUSTRATION:</b>	Des policiers afghans retournent à leur base dans la province de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, après une attaque des talibans.
<b>WORD COUNT:</b>	559

---

Les insurgés talibans gagnent du terrain en Afghanistan et à moins d'un réalignement majeur de la stratégie de l'OTAN, ils risquent à plus ou moins brève échéance de reprendre le contrôle de ce pays.

Ce sombre diagnostic est posé dans un rapport d'une centaine de pages rendu public hier par le Conseil de Senlis – un groupe qui milite en faveur de la culture légale du pavot en Afghanistan.

Le ministre de la Défense, Peter MacKay, a rejeté du revers la main les conclusions du rapport. "Totalemment non crédibles", s'est-il contenté de dire à sa sortie de la période de questions.

Présent en Afghanistan, le Conseil de Senlis avait été le premier à identifier les lacunes dans l'aide que le Canada apporte à ce pays. La Presse a pu vérifier ces informations lors d'un récent reportage. Aujourd'hui, l'organisme juge que le vent tourne en faveur des talibans. "La question n'est plus de savoir si les talibans vont retourner à Kaboul, mais quand et de quelle manière cela se produira", lit-on dans le rapport intitulé "L'Afghanistan au bord du chaos".

Le Conseil a répertorié toutes les actions des insurgés talibans perpétrées au cours de la dernière années. Attentats, enlèvements et autres attaques contre les troupes étrangères ou les civils ont été reportés sur une carte de l'Afghanistan, pour en arriver à la conclusion suivante: les anciens "étudiants en religion" qui ont régné sur Kaboul de 1996 à 2001 ont réussi à maintenir une "présence permanente" sur 54% du territoire du pays.

Plus que ça: les insurgés contrôlent aujourd'hui de larges pans de territoire, surtout dans des zones rurales. Ils agissent comme un quasi-gouvernement dans certains districts et menacent d'importants axes routiers, dont la route entre Kaboul et Hérat. "Avec quelques attentats à la bombe, ils pourraient facilement prendre le contrôle de la route de Jalalabad", estiment les auteurs du rapport.

Tendance lourde

Mais au-delà de leurs gains sur le terrain, les talibans sont aussi en train de gagner la guerre des "coeurs et des esprits", note Almas Bawar, porte-parole du Conseil de Senlis au Canada.

"Ils réussissent à convaincre la population afghane que la communauté internationale n'est pas ici pour l'aider, mais pour atteindre ses propres objectifs."

Pour renverser cette tendance lourde, le Conseil de Senlis propose essentiellement trois solutions. D'abord, doubler la présence militaire internationale en Afghanistan, en faisant passer le nombre de soldats de 40 000 à

80 000. Une suggestion à prendre avec un grain de sel, selon le professeur Marc-André Boivin, spécialiste de l'offensive afghane au Réseau franco de recherche sur les opérations de paix, à l'Université de Montréal.

"Oui le nombre de troupes est important, mais le type de troupes, comment elles sont engagées et vers quel objectif elles sont engagées est aussi important", dit-il.

Ensuite, le Conseil de Senlis suggère que les troupes de l'OTAN interviennent directement au Pakistan, dans les zones frontalières entre les deux pays, ces passoires hors de contrôle qui servent de sanctuaires aux insurgés.

Enfin, visant cette fois les "coeurs et les esprits", la communauté internationale devrait s'assurer que la population afghane bénéficie de l'aide qu'on tente de lui acheminer. "En raison de l'insécurité qui règne sur le terrain, l'ACDI a été incapable d'acheminer cette aide", rappelle Almas Bawar.

Le rapport du Conseil de Senlis confirme le constat que vient de dresser OXFAM, qui juge elle aussi que la situation se dégrade rapidement en Afghanistan, dont la population risque de se retrouver dans une situation dramatique, rappelant ce qu'a connu l'Afrique subsaharienne.

# Une proposition qui tombe à plat à Ottawa

---

**PUBLICATION:** Le Soleil  
**DATE:** 2007.11.22  
**SECTION:** Actualités  
**PAGE:** 16  
**BYLINE:** Giroux, Raymond  
**DATELINE:** Ottawa  
**WORD COUNT:** 431

---

L'OTAN doit intervenir directement au Pakistan pour éviter que Kaboul, la capitale de l'Afghanistan, tombe aux mains des talibans l'an prochain.

Mais cette proposition du Senlis Council, une ONG financée par des fondations européennes, tombe plutôt à plat à Ottawa, dans le contexte du débat en cours sur la prolongation de la mission militaire après le printemps 2009.

Le Senlis soutenait en conférence de presse, hier, que la situation sur le terrain est nettement pire que ce que rapportent les médias et les politiciens et que les talibans sont en train de se gagner "les esprits et les coeurs" des populations locales.

Selon l'organisme, les insurgés se montrent actifs sur 54 % du territoire national et leur retour à Kaboul est inéluctable dans les conditions actuelles.

## Solution

La solution passe par le redoublement le plus tôt possible des forces de l'OTAN dans le pays et une intervention militaire sur le territoire pakistanais, source de tous les maux à leur avis.

Le Pakistan, selon l'analyse de Senlis, se montre inconsistant et non sincère dans sa politique envers les talibans et Al-Qaïda.

Mais lorsqu'on leur demande s'il s'agit vraiment d'une bonne idée d'attaquer un pays qui dispose d'un arsenal nucléaire et d'une armée de plus de 500 000 soldats, les porte-parole de l'ONG tergiversent avant de finalement confirmer leur verdict.

Les militaires devraient en outre prendre le contrôle de l'aide humanitaire dans les zones de guerre, soutient Senlis, une proposition qui risque de nuire à l'appui déjà mitigé des Canadiens à cette mission.

Pour Gilles Duceppe, qui avoue n'avoir pas lu le rapport dans sa version intégrale, cette stratégie est inquiétante car elle n'est pas équilibrée, a-t-il dit en point de presse.

"Les relations avec le Pakistan doivent être revues, il faut être ferme, ce qui n'est pas le cas. Si on se limite à cela (une stratégie militaire) on se trompe", soutient-il.

## Coderre en désaccord

Le libéral Denis Coderre, de retour d'une récente tournée dans ce pays, n'est pas d'accord non plus avec cette hypothèse. Il faut, admet-il, "une solution pakistanaise à cause de la proximité des territoires" entre les deux pays.

"Mais rien ne justifie une intervention armée au Pakistan", a-t-il dit en entrevue au Soleil. Cela dit, le critique libéral en matière de défense nationale croit "que cela va plus mal qu'avant et qu'il ne faut pas voir la situation avec des lunettes roses".

Le député Coderre croit que le Senlis Council "est un organisme sérieux", mais ce dernier n'a pas répondu à un courriel du Soleil demandant un exposé de ses revenus et dépenses, données qui n'existent pas sur son site Internet.

M. Coderre reconnaît que le Senlis, avec qui il avait discuté avant de se rendre en Afghanistan en septembre dernier, "a beaucoup de détracteurs et que des gens questionnent sa méthodologie, dit-il. Mais je pense qu'ils font un travail utile sur le terrain".

rgiroux@lesoleil.com

# L'OTAN est incitée à attaquer les bases talibanes au Pakistan

---

**DATE:** 2007.11.21

**KEYWORDS:** DÉFENSE INTERNATIONALE POLITIQUE

**PUBLICATION:** pcf

**WORD COUNT:** 429

---

OTTAWA \_ Un groupe international fréquemment mentionné par les organisations pacifistes recommande à l'OTAN de donner plus d'ampleur à ses opérations dans le sud de l'Afghanistan et même d'attaquer les bases talibanes dans le nord du Pakistan.

Le Conseil de Senlis, un groupe de réflexion européen mieux connu pour ses recherches dans le secteur de l'aide et du développement, recommande aussi que le nombre de soldats déployés dans le secteur soit doublé à 80 000.

Le Pakistan est clairement incapable de contrôler sa frontière nordique et l'OTAN pourrait offrir une aide militaire au gouvernement de Pervez Moucharraf \_ mais si cette offre est refusée, les camps d'entraînement et les refuges des insurgés devraient être attaqués, a dit le responsable des activités canadiennes de l'organisme.

"Sans cela, nous serons en Afghanistan pendant longtemps et l'insurrection ne connaîtra pas de fin, a dit Almas Bawar Zakhilwal mercredi. Il est impossible de vaincre l'insurrection en Afghanistan. Si on veut défaire l'insurrection et stabiliser l'Afghanistan, il faut franchir l'étape suivante et attaquer l'insurrection chez elle, dans ses bases."

M. Zakhilwal a fait ces commentaires au moment où il rendait public, à Ottawa, le plus récent rapport de son organisation. Il n'a toutefois pas précisé quel type d'action militaire il préconise.

Il a plus tard précisé que le groupe ne suggère pas une vaste offensive terrestre ou aérienne. Plutôt, a-t-il dit, les forces spéciales de l'OTAN devraient infiltrer le Pakistan pour identifier les camps d'entraînement devant être détruits.

Il s'agit néanmoins d'une proposition étonnante de la part d'un groupe qui prône le progrès par le biais du développement, comme l'échange de fleurs de pavot contre des médicaments, mais M. Zakhilwal affirme que la situation sécuritaire est si mauvaise que la capitale, Kaboul, pourrait être bientôt menacée.

Une analyse du Conseil de Senlis laisse entendre que 52 pour cent du territoire géographique afghan est vulnérable aux attaques des insurgés, mais l'essentiel du territoire mentionné est en fait constitué de montagnes isolées et de déserts.

La commissaire des Nations unies pour les droits de la personne, la Canadienne Louise Arbour, a toutefois prévenu mardi que les pertes civiles causées par les attaques alliées et celles des talibans atteignent maintenant des "niveaux alarmants".

Les recommandations du Conseil, dont les incursions au Pakistan, ont été rapidement rejetées par le ministre fédéral de la Défense, Peter MacKay, à sa sortie de la Chambre des communes, mercredi. "Ce n'est pas crédible", a-t-il lancé.

Le Nouveau Parti démocratique et le Parti libéral du Canada se sont eux aussi opposés à une expansion des opérations en Afghanistan et à leur propagation au Pakistan.

Le document du Conseil de Senlis critique par ailleurs de nouveau les efforts d'aide et de développement en Afghanistan. L'organisme estime que le Canada devrait créer immédiatement, au sein de l'armée, une unité dont le rôle serait d'offrir de l'aide humanitaire.

GG3968-FGJBL308-ac.